

RAPPORT INTERMÉDIAIRE POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 3 MAI 2014

REITMANS PENNINGTONS ADDITION ELLE RW & CO. THYME SMART SET



Reitmans  
(CANADA) LIMITÉE

REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS SPÉCIALISÉS AU CANADA. NOTRE OBJECTIF EST SIMPLE, OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE UN SERVICE DÉDIÉ, AXÉ SUR LA VALEUR ET L'EXCELLENCE. EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE, LE PROGRÈS ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE CE QU'IL Y A DE MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.

## À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du premier trimestre clos le 3 mai 2014 se sont établies à 206 478 000 \$, contre 216 861 000 \$ pour le premier trimestre clos le 4 mai 2013, soit une diminution de 4,8 %. Les ventes des magasins comparables<sup>1</sup> ont reculé de 3,6 %. De mauvaises conditions météorologiques au premier trimestre clos le 3 mai 2014 ont contribué à la faiblesse de la demande pour les vêtements de printemps et d'été. Une réduction nette de 47 magasins a entraîné une diminution des ventes d'environ 5 000 000 \$ durant le trimestre, alors que la rationalisation par la société des magasins dont la performance est insatisfaisante s'est poursuivie. La marge brute de 59,4 % de la société pour le premier trimestre clos le 3 mai 2014 est en baisse par rapport à celle de 64,6 % enregistrée pour le premier trimestre clos le 4 mai 2013, en raison de l'incidence négative d'un dollar canadien plus faible par rapport au dollar américain et de l'intensification des activités promotionnelles dans un marché très concurrentiel. La perte nette du premier trimestre clos le 3 mai 2014 a augmenté pour s'établir à 13 415 000 \$ (perte diluée par action de 0,21 \$) en regard d'une perte nette de 2 586 000 \$ (perte diluée par action de 0,04 \$) pour le premier trimestre clos le 4 mai 2013. Le BAIIA<sup>1</sup> ajusté pour le premier trimestre clos le 3 mai 2014 s'est chiffré à (4 061 000) \$ comparativement à 10 683 000 \$ pour le premier trimestre clos le 4 mai 2013, soit une diminution de 14 744 000 \$.

Les initiatives de réduction des coûts à l'échelle de l'entreprise précédemment annoncées se sont traduites par des économies. Une réduction de l'effectif au siège social et dans les bureaux régionaux conjuguée à une diminution du nombre de magasins a donné lieu à des économies au chapitre des salaires et des avantages d'environ 2 000 000 \$ au premier trimestre clos le 3 mai 2014. Ces réductions devraient excéder les prévisions précédentes d'approximativement 6 000 000 \$ en économies annualisées au chapitre des salaires et des avantages. D'autres économies ont été réalisées grâce à une meilleure gestion des coûts dans des secteurs non liés aux salaires.

Au cours du trimestre, la société a ouvert 3 magasins et en a fermé 19. Ainsi, au 3 mai 2014, la société comptait 862 magasins en exploitation, soit 345 Reitmans, 146 Penningtons, 102 Addition Elle, 77 RW & CO., 68 Thyme Maternité et 124 Smart Set, comparativement à un total de 909 magasins au 4 mai 2013. La société exploite 23 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada. Au 3 mai 2014, la société exploitait 67 espaces-boutiques Thyme Maternité aux États-Unis qui ont été fermés en date du 2 juin 2014.

Les ventes du mois de mai (soit la période de quatre semaines close le 31 mai 2014) ont reculé de 1,5 %, les ventes des magasins comparables<sup>1</sup> ayant affiché une augmentation de 1,2 %.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 10 juin 2014, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,05 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 31 juillet 2014 aux actionnaires inscrits aux registres le 17 juillet 2014.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman  
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 10 juin 2014

<sup>1</sup> Le texte ci-haut fait référence au BAIIA ajusté, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit en tant que bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les charges au titre des pertes de valeur. La société présente également les ventes des magasins comparables, constituées des ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Même si cet indicateur de rendement clé est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

# RAPPORT DE GESTION

## SUR LA SITUATION FINANCIÈRE

## ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 3 MAI 2014

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 3 mai 2014 et pour la période close à cette date et des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Le présent rapport de gestion est daté du 10 juin 2014.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), aussi appelées principes comptables généralement reconnus (« PCGR »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants d'argent qui figurent dans le présent rapport sont en milliers de dollars canadiens, sauf lorsqu'il s'agit d'un montant par action. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 10 juin 2014.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse [www.reitmans.ca](http://www.reitmans.ca), ou sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

### DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, notamment : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société, y compris ceux décrits aux rubriques intitulées « Gestion des risques d'exploitation » et « Gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives, qui reflètent les attentes de la société uniquement en date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives sont fondées sur les estimations, les opinions et les hypothèses actuelles de la société, qui reposent sur la perception de la direction à l'égard des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs qu'elle juge appropriés dans les circonstances. Les déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion comprennent notamment des déclarations concernant les résultats et événements futurs prévus de la société, les liquidités futures, les dépenses d'investissement planifiées, le montant des cotisations versées au régime de retraite, l'état et l'incidence de la mise en œuvre de systèmes, la capacité de la société à mettre en œuvre avec succès ses initiatives stratégiques et ses initiatives au chapitre de la réduction des coûts et de l'amélioration de la productivité ainsi que l'incidence de telles initiatives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée à toute déclaration prospective ci-incluse. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

## MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement ajusté (le « BAIIA ajusté »), à titre de mesure financière non conforme aux PCGR. Le BAIIA ajusté se définit en tant que bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat, les autres produits, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et les charges au titre des pertes de valeur. Le tableau suivant effectue le rapprochement entre la mesure conforme aux PCGR la plus comparable, soit le bénéfice net (la perte nette), et le BAIIA ajusté. La direction est d'avis que le BAIIA ajusté est un important indicateur de la capacité de la société à générer des liquidités au moyen des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation pour financer les besoins en fonds de roulement et les dépenses d'investissement, et elle utilise cette mesure à ces fins. L'exclusion des produits de dividendes et des produits d'intérêts élimine l'incidence des produits tirés d'activités autres que d'exploitation. L'exclusion des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et des charges au titre des pertes de valeur élimine l'incidence hors trésorerie. Le BAIIA ajusté a pour but de fournir des informations additionnelles utiles aux investisseurs et aux analystes et cette mesure n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS. Par conséquent, le BAIIA ajusté ne devrait pas être considéré isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. D'autres sociétés peuvent calculer le BAIIA ajusté différemment. De temps à autre, la société peut exclure des éléments additionnels si elle croit qu'elle pourra ainsi arriver à une analyse plus efficace du rendement opérationnel sous-jacent. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas qu'ils sont non récurrents.

La société utilise les ventes des magasins comparables comme indicateur de rendement clé (« IRC ») pour évaluer le rendement des magasins (y compris les ventes en ligne de chaque bannière) et la croissance des ventes. Les ventes des magasins comparables constituent les ventes générées par des magasins ouverts continuellement pendant les deux périodes comparées et comprennent les ventes en ligne. Les ventes des magasins comparables sont mesurées en fonction des mêmes jours civils pour chacune des périodes. Même si cet IRC est exprimé comme un ratio, il constitue une mesure financière non conforme aux PCGR qui n'a pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peut ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. La direction utilise les ventes des magasins comparables pour évaluer le rendement des magasins et juge cette mesure utile pour déterminer la part de nouvelles ventes provenant de la croissance des ventes et la part pouvant être attribuée à l'ouverture de nouveaux magasins. Les ventes des magasins comparables constituent une mesure couramment utilisée par les détaillants et sont considérées comme un renseignement utile tant par les investisseurs que par les analystes. Par conséquent, les ventes des magasins comparables ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS.

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la perte nette au BAIIA ajusté pour les trimestres clos le 3 mai 2014 et le 4 mai 2013.

| (non audité)   | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |                   |
|--|------------------------------|-------------------|
|  | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013        |
| <b>Perte nette</b>   | <b>(13 415) \$</b>           | <b>(2 586) \$</b> |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes | 13 467                       | 14 996            |
| Produits de dividendes   | (667)                        | (868)             |
| Produits d'intérêts  | (163)                        | (134)             |
| Perte réalisée à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente                      | 24                           | –                 |
| Pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente                          | 10                           | 50                |
| Charges d'intérêts   | 108                          | 134               |
| Recouvrement d'impôt sur le résultat   | (3 425)                      | (909)             |
| <b>BAIIA ajusté</b>  | <b>(4 061) \$</b>            | <b>10 683 \$</b>  |

## APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

La société a un seul secteur à présenter qui tire ses produits de la vente de vêtements pour dames à ses clients grâce à ses six bannières. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les mégacentres commerciaux et les centres commerciaux linéaires de même que sur les grandes artères commerciales. Avec ses 345 magasins d'une superficie moyenne de 4600 pieds carrés, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada. Elle se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables pour les tailles mode 14 à 32. Penningtons exploite 146 magasins dans des mégacentres au Canada, d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés. Addition Elle est une destination mode pour les femmes de taille forte axée sur la mode, la qualité et la coupe, offrant les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Addition Elle exploite 102 magasins d'une superficie moyenne de 6000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays. RW & CO. exploite 77 magasins d'une superficie moyenne de 4500 pieds carrés situés dans des emplacements de choix dans des centres commerciaux importants. Sa mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain en proposant des vêtements et articles mode pour elle et lui. Thyme Maternité est un chef de file de la mode pour futures mamans, proposant des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme exploite 68 magasins d'une superficie moyenne de 2300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale. Comptant 124 magasins d'une superficie moyenne de 3400 pieds carrés, Smart Set est la destination mode offrant des styles tendance et une expérience de magasinage sociale, créative et inspirante, avec ses vêtements de carrière et d'extérieur, denim, articles essentiels et accessoires.

La société exploite également des sites Web de commerce électronique de marchandises pour toutes ses bannières. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

En plus des magasins de vente au détail individuels, la société exploite 23 espaces-boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us du Canada. Au 3 mai 2014, la société exploitait 67 espaces-boutiques Thyme Maternité aux États-Unis, qui ont été fermés en date du 2 juin 2014.

La société offre également les vêtements Penningtons pour taille forte aux consommateurs aux termes d'un accord de vente en gros dans quatre magasins Sears au Canada, ainsi qu'en ligne au sears.ca.

## BANNIÈRES

|                              | NOMBRE DE<br>MAGASINS AU<br>1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 | OUVERTURES AU T1 | FERMETURES AU T1 | NOMBRE DE<br>MAGASINS AU<br>3 MAI 2014 | NOMBRE DE<br>MAGASINS AU<br>4 MAI 2013 |
|------------------------------|--|------------------|------------------|--|--|
| Reitmans                     | 349  | 1                | 5                | 345                                    | 359                                    |
| Penningtons                  | 152  | 1                | 7                | 146                                    | 157                                    |
| Addition Elle                | 101  | 1                | –                | 102                                    | 103                                    |
| RW & CO.                     | 77   | –                | –                | 77                                     | 73                                     |
| Thyme Maternité <sup>1</sup> | 70   | –                | 2                | 68                                     | 72                                     |
| Smart Set                    | 129  | –                | 5                | 124                                    | 145                                    |
| <b>Total</b>                 | <b>878</b>   | <b>3</b>         | <b>19</b>        | <b>862</b>                             | <b>909</b>                             |

<sup>1</sup> Compte non tenu des espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

### Espaces-boutiques Thyme Maternité

|                            |            |          |            |           |            |
|----------------------------|------------|----------|------------|-----------|------------|
| Babies"R"Us – Canada       | 23         | –        | –          | 23        | 20         |
| Babies"R"Us – États-Unis   | 169        | –        | 102        | 67        | 154        |
| <b>Babies"R"Us – Total</b> | <b>192</b> | <b>–</b> | <b>102</b> | <b>90</b> | <b>174</b> |

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

## INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité et sa rentabilité dans l'ensemble de ses activités grâce au perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Les initiatives en cours et les nouvelles initiatives de la société sont comme suit :

| INITIATIVES   | SITUATION ACTUELLE  |
|---|---|
| La société continue de parfaire son offre de produits dans toutes ses bannières en mettant l'accent sur la mode et les bas prix.  | La société a effectué d'importants changements à l'image de ses différentes bannières. Les diverses stratégies de marque mises en œuvre et liées aux bannières Reitmans, Addition Elle et Penningtons obtiennent une réaction positive de la part de la clientèle. Les initiatives relatives à Smart Set n'ont pas encore obtenu les résultats escomptés. |
| La société s'engage à poursuivre son investissement dans le commerce électronique, notamment en améliorant la gestion des relations avec la clientèle et la technologie.  | La société poursuit son investissement dans le commerce électronique, y compris le déploiement de technologie mobile au cours de l'exercice 2015. La société est satisfaite de la croissance continue des ventes en ligne.  |
| La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement. | La société a terminé le déploiement de la partie du programme SCORE visant le système de gestion de l'entrepôt, qui fournit les résultats prévus et réalise des améliorations des efficacités relativement au système. Les étapes restantes du programme SCORE sont sur la bonne voie pour être finalisées au cours de l'exercice 2016.                   |
| Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.   | Cet examen progresse bien; l'évaluation des pratiques courantes permet de juger de la pertinence des occasions. La réduction du nombre de fournisseurs et des améliorations à la chaîne d'approvisionnement sont en cours.  |
| La société a mis en place un programme visant la réduction des coûts dans toute l'entreprise. Ce programme comprend un examen des activités et des processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité.   | Les améliorations des processus ont été mises en œuvre et ont généré des économies et accru l'efficacité au fur et à mesure que la société fait progresser ce projet. D'autres mesures comprenaient la réduction de l'effectif.   |

## RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 3 MAI 2014 (« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE CLOS LE 4 MAI 2013 (« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014 »)

Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2015 se sont élevées à 206 478 \$ comparativement à 216 861 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, en baisse de 4,8%. Les ventes des magasins comparables ont diminué de 3,6%. Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2015 ont subi l'incidence d'un certain nombre de problèmes, notamment :

- des conditions météorologiques particulièrement mauvaises au premier trimestre de l'exercice 2015, avec des températures inférieures à la moyenne partout au Canada et des précipitations supérieures à la moyenne dans les principaux marchés, ce qui a contribué à la faiblesse de la demande pour les vêtements de printemps et d'été;
- la diminution du nombre de magasins au fil de la rationalisation par la société des magasins dont la performance est insatisfaisante; une réduction nette de 47 magasins a contribué à une diminution des ventes d'environ 5 000 \$;
- une pression concurrentielle qui exige toujours d'importants prix promotionnels.

Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique des diverses bannières ont continué d'afficher une forte croissance, toutes les bannières offrant un large éventail de produits dans pratiquement toutes les catégories.

La marge brute du premier trimestre de l'exercice 2015 a reculé de 12,4 % pour s'établir à 122 745 \$ contre 140 174 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, en baisse de 17 429 \$. La marge brute de 59,4 % de la société pour le premier trimestre de l'exercice 2015 est en baisse par rapport à celle de 64,6 % pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Le taux de change a eu une incidence négative sur les marges, le taux moyen du dollar américain variant de 1,09 \$ à 1,13 \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, comparativement à un taux moyen variant de 1,00 \$ à 1,03 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Les marges brutes ont subi l'incidence de l'intensification des activités promotionnelles alors que les prix des vêtements pour dames sont demeurés très concurrentiels.

Les frais de vente et de distribution pour le premier trimestre de l'exercice 2015 ont diminué de 4,9 % ou 6 441 \$ pour s'établir à 125 530 \$, comparativement à des frais de 131 971 \$ comptabilisés au cours du premier trimestre de l'exercice 2014. Une réduction nette du nombre de magasins a contribué à une diminution d'environ 4 200 \$ des frais directement liés aux magasins, alors que des économies de frais généraux supplémentaires découlant du programme visant la réduction des coûts dans toute l'entreprise ont été effectuées. Cette diminution a été enregistrée malgré une augmentation du nombre de radiations d'immobilisations corporelles et incorporelles liées à la fermeture de magasins et des pertes de valeur nettes de 1 567 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015 relativement à des magasins dont la performance est insatisfaisante (comparativement à 802 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014). La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les pertes nettes de valeur comprises dans les frais de vente et de distribution pour le premier trimestre de l'exercice 2015 se sont élevées à 12 803 \$ en regard de 14 316 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, le recul reflétant le niveau moindre des fonds consacrés aux dépenses d'investissement.

Les charges administratives du premier trimestre de l'exercice 2015 ont reculé de 11,5 % ou 1 407 \$ pour s'établir à 10 869 \$, en regard de 12 276 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Les mesures de la société, notamment une réduction de l'effectif, constituent les facteurs ayant le plus contribué au recul des charges administratives. La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, comprise dans les charges administratives pour le premier trimestre de l'exercice 2015 s'est élevée à 658 \$, contre 680 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014.

Les produits financiers pour le premier trimestre de l'exercice 2015 se sont établis à 3 985 \$ comparativement à 2 361 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Cette augmentation de 1 624 \$ est essentiellement attribuable à un profit de change de 3 155 \$ comptabilisé pour le premier trimestre de l'exercice 2015 (profit de 1 359 \$ enregistré pour le premier trimestre de l'exercice 2014) en raison principalement des contrats d'options sur devises venant à échéance à des taux de change favorables au premier trimestre de l'exercice 2015. Les produits de dividendes pour le premier trimestre de l'exercice 2015 se sont chiffrés à 667 \$, ce qui est inférieur aux produits de dividendes de 868 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014 en raison du nombre réduit de titres négociables entraîné par les rachats obligatoires d'actions privilégiées. Les produits d'intérêts ont augmenté pour le premier trimestre de l'exercice 2015, s'établissant à 163 \$, contre 134 \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2014; ces produits ont subi l'incidence des fluctuations des soldes quotidiens des placements à court terme et des taux d'intérêt variables qui sont gagnés sur ceux-ci.

Les charges financières du premier trimestre de l'exercice 2015 se sont établies à 7 171 \$ par rapport à 1 783 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, en hausse de 5 388 \$. Cette augmentation s'explique principalement par la variation nette de la juste valeur de contrats d'options d'achat et de vente en dollars américains. Cette situation découle d'une diminution du montant notionnel des contrats d'options et de l'incidence d'une variation du cours du change du dollar américain au cours du premier trimestre de l'exercice 2015. Des charges d'intérêts sur la dette à long terme de 108 \$ ont été enregistrées pour le premier trimestre de l'exercice 2015, comparativement à des charges de 134 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014. Ces charges baisseront encore au fil du remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société. Les charges financières du premier trimestre de l'exercice 2015 comprennent également une perte de valeur sur les actifs financiers disponibles à la vente de 10 \$ (50 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014) et une perte réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente de 24 \$ (néant pour le premier trimestre de l'exercice 2014).

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 16 840 \$ contre une perte avant impôt sur le résultat de 3 495 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, en hausse de 13 345 \$. Le BAIIA ajusté pour le premier trimestre de l'exercice 2015 s'est chiffré à (4 061) \$ comparativement à 10 683 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, soit une diminution de 14 744 \$. L'augmentation de la perte avant impôt sur le résultat et la diminution du BAIIA ajusté est essentiellement attribuable au piètre rendement de la plupart des bannières qui ont subi l'incidence considérable des mauvaises conditions météorologiques et à une hausse des coûts découlant de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les initiatives de réduction des coûts à l'échelle de l'entreprise précédemment indiquées se sont traduites par des économies. Une réduction de l'effectif au siège social et dans les bureaux régionaux conjuguée à une diminution du nombre de magasins a donné lieu à des économies au chapitre des salaires et des avantages d'environ 2 000 \$ au premier trimestre de l'exercice 2015. Ces réductions devaient excéder les prévisions précédentes d'approximativement 6 000 \$ en économies annualisées au chapitre des salaires et des avantages. D'autres économies ont été réalisées grâce à une meilleure gestion des coûts dans des secteurs non liés aux salaires.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat s'élevant à 3 425 \$ (taux d'impôt effectif de 20,3 %) tandis que pour le premier trimestre de l'exercice 2014, le recouvrement d'impôt sur le résultat de la société se chiffrait à 909 \$ (taux d'impôt effectif de 26,0 %). La réduction du taux d'impôt effectif est essentiellement attribuable aux produits de dividendes exonérés d'impôt relativement au revenu provenant d'une entreprise exploitée activement. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence de variations aux taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

# RAPPORT DE GESTION

La perte nette du premier trimestre de l'exercice 2015 a augmenté pour s'établir à 13 415 \$ (perte diluée par action de 0,21 \$) en regard d'une perte nette de 2 586 \$ (perte diluée par action de 0,04 \$) pour le premier trimestre de l'exercice 2014.

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre douze mois. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements continus en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus douze mois. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison d'achats au comptant et de contrats d'options sur devises. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, les achats de marchandises, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 64 000 \$ US. Les avoirs libellés en dollars américains de la société ainsi que les contrats visant l'achat de dollars américains suffisent à couvrir les achats prévus libellés en dollars américains pour l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015.

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises pour chacune des périodes énumérées:

| 3 MAI 2014               |                             |                                  |                              |                               |                |
|--------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
|                          | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
| Options d'achat acquises | 1,09 \$                     | 166 000 \$                       | 4 627 \$                     | – \$                          | 4 627 \$       |
| Options de vente vendues | 1,09 \$                     | 282 000 \$                       | –                            | (2 946)                       | (2 946)        |
|                          |                             |                                  | 4 627 \$                     | (2 946) \$                    | 1 681 \$       |

| 4 MAI 2013               |                             |                                  |                              |                               |                |
|--------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
|                          | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
| Options d'achat acquises | 1,01 \$                     | 72 000 \$                        | 903 \$                       | – \$                          | 903 \$         |
| Options de vente vendues | 1,01 \$                     | 144 000 \$                       | –                            | (2 220)                       | (2 220)        |
|                          |                             |                                  | 903 \$                       | (2 220) \$                    | (1 317) \$     |

| 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |                             |                                  |                              |                               |                |
|------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
|                              | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
| Options d'achat acquises     | 1,07 \$                     | 212 000 \$                       | 11 775 \$                    | – \$                          | 11 775 \$      |
| Options de vente vendues     | 1,07 \$                     | 364 000 \$                       | –                            | (3 065)                       | (3 065)        |
|                              |                             |                                  | 11 775 \$                    | (3 065) \$                    | 8 710 \$       |

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à 2015 correspond à l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015, celles à 2014 correspondent à l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014, et celles à 2013, à l'exercice clos le 2 février 2013.

|                             | PREMIER TRIMESTRE |            | QUATRIÈME TRIMESTRE |                   | TROISIÈME TRIMESTRE |                   | DEUXIÈME TRIMESTRE |                   |
|-----------------------------|-------------------|------------|---------------------|-------------------|---------------------|-------------------|--------------------|-------------------|
|                             | 2015              | 2014       | 2014                | 2013 <sup>1</sup> | 2014                | 2013 <sup>1</sup> | 2014               | 2013 <sup>1</sup> |
| Ventes                      | 206 478 \$        | 216 861 \$ | 240 677 \$          | 267 659 \$        | 249 414 \$          | 236 247 \$        | 253 445 \$         | 279 513 \$        |
| Bénéfice net (perte nette)  | (13 415)          | (2 586)    | (2 571)             | (1 145)           | 5 763               | (29)              | 10 182             | 27 649            |
| Bénéfice (perte) par action |                   |            |                     |                   |                     |                   |                    |                   |
| De base                     | (0,21) \$         | (0,04) \$  | (0,04) \$           | (0,02) \$         | 0,09 \$             | 0,00 \$           | 0,16 \$            | 0,42 \$           |
| Dilué(e)                    | (0,21)            | (0,04)     | (0,04)              | (0,02)            | 0,09                | 0,00              | 0,16               | 0,42              |

<sup>1</sup> Les résultats trimestriels de l'exercice 2013 ont été ajustés pour tenir compte de l'incidence de la mise en œuvre des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, mentionnées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés datés du 1<sup>er</sup> février 2014.

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent les activités sous-jacentes de la société ainsi que l'incidence de nombreux facteurs, notamment les conséquences de la perte estimée au titre des ventes découlant de la perturbation de la chaîne du système d'approvisionnement survenue au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013 et l'incidence au quatrième trimestre de l'exercice 2014 des escomptes de préfermeture des espaces-boutiques de Thyme Maternité aux États-Unis. L'inclusion d'une 53<sup>e</sup> semaine dans l'exercice 2013 a occasionné un décalage dans le calendrier de vente au détail de la société qui a eu une incidence sur tous les trimestres de l'exercice 2014 et s'est soldé par l'ajout d'une semaine additionnelle au quatrième trimestre de l'exercice 2013. Par ailleurs, les résultats financiers sont également touchés par la saisonnalité et la période des Fêtes. En raison de la saisonnalité, les résultats d'exploitation d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation d'un exercice complet.

## BILAN

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 67 848 \$ au 3 mai 2014 (66 729 \$ au 4 mai 2013) par rapport à ceux de 122 355 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014, en baisse de 44,5 %. La valeur des titres négociables s'élevait à 54 996 \$ au 3 mai 2014 (72 499 \$ au 4 mai 2013) ce qui est similaire à celle de 55 062 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014. La valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie combinés aux titres négociables au 3 mai 2014 était inférieure à la valeur au 4 mai 2013 en raison du ralentissement des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation causé par la baisse des ventes et ce, malgré la diminution des dépenses d'investissement, le produit tiré de la vente de titres négociables et la réduction des dividendes versés.

Les clients et autres débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Au 3 mai 2014, les clients et autres débiteurs se chiffraient à 7 131 \$ (5 194 \$ au 4 mai 2013), en hausse de 709 \$ par rapport à ceux du 1<sup>er</sup> février 2014 en raison des créances sur cartes de crédit plus élevées. Au 3 mai 2014, les impôts sur le résultat recouvrables s'élevaient à 9 069 \$ (10 174 \$ au 4 mai 2013; 5 656 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014), en raison d'un recouvrement d'impôt relatif à un exercice antérieur et de l'excédent des versements sur les passifs d'impôts estimés. Les stocks s'élevaient à 120 742 \$ au 3 mai 2014 (112 253 \$ au 4 mai 2013), en hausse de 11 141 \$ comparativement à ceux du 1<sup>er</sup> février 2014. Le nombre plus élevé de marchandises en cours de transport pour la saison printanière et la saison d'été des ventes jumelé aux faibles ventes de la marchandise reçue tôt pour la saison printanière sont les principales causes de la hausse des stocks. Les charges payées d'avance, composées essentiellement de contrats d'assurance et d'entretien payés d'avance, d'impôts fonciers et de taxes d'affaires, se chiffraient à 25 762 \$ au 3 mai 2014 (25 791 \$ au 4 mai 2013), contre 12 512 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014. Cette augmentation des charges payées d'avance résulte essentiellement du calendrier des loyers de février et des déboursements liés aux aires communes qui n'étaient pas payés d'avance au 1<sup>er</sup> février 2014.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, la société a investi 6 335 \$ en trésorerie, au titre d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles. Son investissement consiste en 4 536 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 1 799 \$, principalement en améliorations des logiciels et du matériel informatique du système de technologie de l'information. La société a entrepris un important projet de développement des systèmes (« SCORE ») en 2010, qui en est aux étapes finales d'achèvement. Les nouvelles fonctionnalités offertes par ce projet couvrant l'entreposage et la distribution, le merchandising, l'exploitation et les finances devraient être terminées au cours de l'exercice 2016. Certaines étapes clés ont été franchies avec succès et le projet avance bien. Les initiatives technologiques ainsi que les améliorations du système de gestion de l'entrepôt contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, tout en permettant à cette dernière de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet total, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement, devrait coûter environ 34 000 \$ dont une tranche approximative de 25 000 \$ a été engagée à ce jour.

# RAPPORT DE GESTION

Le total des fournisseurs et autres crédateurs s'établissait à 83 913 \$ au 3 mai 2014 (86 573 \$ au 4 mai 2013), soit 18 663 \$ de moins qu'au 1<sup>er</sup> février 2014 en raison surtout d'une baisse des dettes fournisseurs et du calendrier de paiements des taxes de vente et des retenues à la source. Les fournisseurs et autres crédateurs de la société se composent, dans une large mesure, de dettes fournisseurs, de crédateurs au titre des avantages du personnel, de crédateurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.

La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options ont une durée de douze mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. La société a comptabilisé un actif financier dérivé net, relativement à des contrats d'options sur devises, de 1 681 \$ au 3 mai 2014 (passif financier dérivé net de 1 317 \$ au 4 mai 2013) en regard d'un actif financier dérivé net de 8 710 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014. Cette diminution est attribuable à la réalisation de contrats au premier trimestre de l'exercice 2015 et à l'incidence des fluctuations du dollar américain sur les contrats restants.

Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés. Les produits différés s'élevaient à 15 527 \$ au 3 mai 2014 (11 126 \$ au 4 mai 2013), soit 4 471 \$ de moins qu'au 1<sup>er</sup> février 2014, en raison du calendrier des programmes de fidélisation jumelé à la baisse des passifs liés aux cartes-cadeaux.

Les réductions données aux locataires sont constatées à titre de crédits différés au titre des contrats de location et sont amorties en tant que réduction des frais de location sur la durée des contrats de location connexes. Au 3 mai 2014, les crédits différés au titre des contrats de location s'établissaient à 14 774 \$ (16 797 \$ au 4 mai 2013) par rapport à 15 607 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014.

La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire garanti par le centre de distribution de la société. Au 3 mai 2014, la dette à long terme se chiffrait à 6 596 \$ (8 191 \$ au 4 mai 2013) comparativement à 7 003 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014. Le recul de la dette à long terme est attribuable au remboursement continu du principal de la créance hypothécaire.

Au 3 mai 2014, le passif au titre des retraites s'élevait à 18 464 \$ (17 977 \$ au 4 mai 2013), soit 205 \$ de plus qu'au 1<sup>er</sup> février 2014, une hausse qui s'explique par une charge de retraite de 492 \$, qui a été réduite par des cotisations aux régimes de retraite de 287 \$.

## GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION

### CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Les facteurs économiques ayant une incidence sur les habitudes de dépense des consommateurs pourraient se détériorer ou évoluer d'une manière imprévisible en raison de l'instabilité de la conjoncture économique mondiale, nationale ou régionale. Ces facteurs pourraient avoir des répercussions négatives sur les produits et les marges de la société. Comme les poussées inflationnistes sont imprévisibles, les variations du taux d'inflation ou de déflation toucheront les prix à la consommation, ce qui pourrait avoir un effet néfaste sur la performance financière de la société. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions relatives à ses activités à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et celle-ci dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

### CONCURRENCE

Le secteur canadien de vente au détail de vêtements est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants qui exercent leur activités par l'intermédiaire de magasins et de sites de commerce électronique. L'incapacité de la société à s'adapter aux tendances de consommation ou à exécuter efficacement ses plans stratégiques pourrait avoir un effet négatif sur sa performance financière. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien, comme le prouve l'arrivée, au cours des dernières années, d'un certain nombre de concurrents étrangers et le nombre croissant de détaillants étrangers qui poursuivent l'expansion de leurs activités au Canada. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer tous les autres détaillants. La société exploite plusieurs bannières, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre. Les clients de la société peuvent également magasiner en ligne, grâce aux sites Web de commerce électronique qu'elle exploite pour chacune de ses bannières. Le secteur du commerce électronique, où évoluent des joueurs nationaux et étrangers, est très concurrentiel. La société a investi des sommes importantes dans ses sites Web de commerce électronique et dans les médias sociaux afin d'attirer les consommateurs vers ses sites Web, et elle est d'avis qu'elle est bien positionnée pour réussir dans cet environnement.

### SAISONNALITÉ

Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

### DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

La société est tributaire de l'efficacité des activités de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'activité du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats d'exploitation de la société.

### TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer ses activités, lesquels systèmes sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers et de systèmes de ventes au détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes, qui en est maintenant aux dernières étapes de réalisation. La mise en œuvre des nouvelles fonctionnalités qu'il propose, que ce soit au niveau de l'entreposage, de la distribution, du marchandisage, des activités et des finances, devrait être achevée au cours de l'exercice 2016. Toute perturbation majeure de la performance des systèmes de distribution, ou de tout autre système, pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur les activités et les résultats financiers de la société.

### RÉGLEMENTATION ET LÉGISLATION GOUVERNEMENTALES

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités partout au Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs de la réglementation gouvernementale susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le résultat et les ventes, les taux d'impôt, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

Toute modification des lois, règles, règlements ou politiques (collectivement, les « lois ») régissant les activités de la société, notamment en ce qui concerne l'impôt sur le résultat, les taxes sur le capital, les impôts fonciers et les autres impôts et taxes, ainsi que les lois touchant l'importation, la distribution, l'emballage et l'étiquetage de produits pourrait avoir une incidence négative sur sa performance financière ou opérationnelle. Pour se conformer à ces modifications, la société pourrait devoir engager des coûts importants. Toute modification ou nouvelle interprétation des lois ou toute application plus stricte des lois en vigueur pourrait limiter les activités et la rentabilité de la société et ainsi nuire à sa position concurrentielle et à sa capacité de mener efficacement ses activités. L'incapacité de la société à se conformer aux lois et aux ordonnances en temps opportun pourrait entraîner des actions ou des poursuites au civil ou des mesures réglementaires pour la société et donner lieu à des amendes, des avis de cotisation, des injonctions, des rappels ou des saisies, ce qui pourrait nuire à la réputation, aux activités et à la performance financière de la société.

La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il pourrait arriver de temps à autre que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à de nouvelles cotisations. Ces nouvelles cotisations pourraient avoir une incidence importante sur la société au cours des périodes futures.

### SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine. Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, aucun fournisseur n'a représenté plus de 10 % des achats de la société (en dollars et (ou) en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et (ou) la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gestion de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter l'ensemble des lois et règlements applicables touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats financiers en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

### PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE ET SÉCURITÉ INFORMATIQUE

La société est assujettie à diverses lois concernant la protection des renseignements personnels de ses clients, des titulaires de cartes et des membres de son personnel, et elle s'est dotée d'une politique relative à la protection de la vie privée où sont présentées des lignes directrices sur le traitement des renseignements personnels. Les systèmes informatiques de la société renferment des renseignements personnels sur les clients, les titulaires de cartes et les membres de son personnel. Toute défaillance ou vulnérabilité de ces systèmes ou la non-conformité de la société aux lois ou règlements, y compris en matière de protection des renseignements personnels concernant les membres de son personnel et ses clients, pourrait nuire à sa réputation, à ses activités et à sa performance financière.

## GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société.

Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du trimestre clos le 3 mai 2014 par rapport aux risques présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.

## LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 3 mai 2014, les capitaux propres s'élevaient à 408 737 \$, ou 6,33 \$ par action (440 369 \$, ou 6,82 \$ par action au 4 mai 2013; 423 431 \$, ou 6,56 \$ par action au 1<sup>er</sup> février 2014). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 122 844 \$ au 3 mai 2014 (139 228 \$ au 4 mai 2013; 177 417 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014). La trésorerie est investie de façon prudente, surtout dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 125 000 \$, ou son équivalent en dollars américains. Au 3 mai 2014, une tranche de 28 033 \$ (33 447 \$ au 4 mai 2013; 30 270 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014) de ces lignes de crédit d'exploitation était affectée aux fins de lettres de crédit de soutien et de lettres de crédit documentaires. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains émises à l'intention de tiers fournisseurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société, et à l'appui des achats dans le cadre de contrats de change à terme en dollars américains. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables obtenues auprès d'institutions financières hautement cotées afin d'indemniser ces tiers advenant que la société manque à ses obligations contractuelles. Au 3 mai 2014, l'obligation potentielle maximale aux termes de ces garanties s'élevait à 5 019 \$ (5 009 \$ au 4 mai 2013; 5 019 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014) et les lettres de crédit de soutien arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2015. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est autoassurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 407 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2015. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,05 \$ par action au premier trimestre de l'exercice 2015, pour un total de 3 229 \$ comparativement à des dividendes de 0,20 \$ par action totalisant 12 917 \$ au premier trimestre de l'exercice 2014. En ce qui concerne la politique de dividendes, le conseil d'administration tient compte du bénéfice par action de la société, de ses flux de trésorerie d'exploitation, du niveau de dépenses d'investissement prévues et de sa trésorerie et titres négociables. Le ratio de paiement cible est d'environ 50 % à 80 % du bénéfice par action durable, 50 % à 75 % des flux de trésorerie d'exploitation en tenant compte de la capacité d'augmenter le dividende à même les liquidités inscrites au bilan de la société, si ces objectifs ne sont pas atteints pour un exercice donné. Le conseil d'administration réexamine régulièrement ces directives.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, la société a investi 6 335 \$ en trésorerie, principalement dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés. En 2010, la société a entrepris un important projet de mise au point de ses systèmes (« SCORE »), qui en est maintenant aux dernières étapes de réalisation. Se reporter aux rubriques « Bilan » et « Technologie de l'information » du présent rapport de gestion pour en savoir davantage au sujet du projet SCORE. La société s'attend à investir près de 36 000 \$ au titre des dépenses d'investissement pour l'exercice 2015. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et des obligations à l'égard de la dette à long terme, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

## ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.

## RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 10 juin 2014, 13 440 000 actions ordinaires et 51 146 506 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 1 920 000 et leur prix d'exercice moyen était de 14,42 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

Au cours du trimestre clos le 3 mai 2014, la société n'a acheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2013. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.

## ARRANGEMENTS HORS BILAN

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à douze mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus douze mois. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des douze prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours au 3 mai 2014, au 4 mai 2013 et au 1<sup>er</sup> février 2014 figurent à la rubrique intitulée « Résultats d'exploitation du trimestre clos le 3 mai 2014 et comparaison avec les résultats d'exploitation du trimestre clos le 4 mai 2013 » du présent rapport de gestion.

Un contrat d'option sur devises constitue une option (option d'achat) ou une obligation (option de vente) d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Le bénéfice net de la société pour le trimestre clos le 3 mai 2014 comprend des profits de change nets de 3 155 \$ (profits de 1 359 \$ au 4 mai 2013).

## TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées n'ont fait l'objet d'aucun changement important par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie, des titres négociables, des clients et autres débiteurs et des contrats d'options sur devises. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar américain par rapport au dollar canadien se répercute sur le bénéfice et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

## ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

### RÉGIMES DE RETRAITE

La société offre un régime de retraite contributif à prestations définies et parraine aussi un RCRCD. Le coût de ces régimes est établi au moyen d'évaluations actuarielles, lesquelles comprennent la formulation d'hypothèses au sujet des taux d'actualisation, des augmentations de salaire futures, des taux de mortalité et des augmentations de prestations futures. Du fait de la nature à long terme des régimes, ces estimations sont assujetties à un degré élevé d'incertitude. Selon la dernière évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2013, le régime de retraite à prestations définies, bien qu'entièrement capitalisé sur une base de continuité d'exploitation, présentait une insuffisance en matière de solvabilité d'un montant de 142 \$. La société a versé les cotisations requises au 3 mai 2014. Le RCRCD est un régime de retraite sans capitalisation.

## CARTES-CADEAUX, POINTS ET PRIMES DE FIDÉLISATION

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de produits différés et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. La société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas encaissées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées. Les points et les primes de fidélisation accordés dans le cadre des programmes de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés en tant que composante distincte des produits et sont différés à la date de la vente initiale. Les produits sont comptabilisés une fois que les points et les primes de fidélisation sont utilisés et que la société a rempli son obligation. Le montant des produits différés est évalué en fonction de la juste valeur des points et des primes de fidélisation accordés et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé.

## VALEUR DES STOCKS

Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. La société est tenue de faire des estimations relativement aux ventes prévues et aux soldes de marchandises. En cas de soldes de marchandises excédentaires, des estimations des valeurs de réalisation nettes à l'égard des stocks excédentaires sont effectuées. La société a établi des provisions relativement aux stocks qui pourraient devoir être vendus en deçà de leur coût. À cette fin, la société a posé des hypothèses à l'égard de la quantité de marchandises vendues en deçà de leur coût. Étant donné que les stocks et le coût des biens vendus constituent des éléments importants des états financiers consolidés, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

## PERTE DE VALEUR SUR DES ACTIFS

La société doit évaluer la possibilité que les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles (y compris le goodwill) puissent ne pas être recouvrables. Des tests de dépréciation sont effectués lorsqu'il existe un indice que les immobilisations corporelles ont subi une perte de valeur. En ce qui a trait au goodwill et aux immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, des tests de dépréciation sont effectués au moins une fois l'an. La direction est tenue d'effectuer des estimations importantes afin d'établir le montant recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (l'« UGT »), y compris les estimations de la juste valeur, du coût des ventes ou des flux de trésorerie futurs actualisés relatifs à l'UGT. Des écarts dans les estimations pourraient avoir une incidence sur le fait que les immobilisations corporelles et incorporelles (y compris le goodwill) aient réellement subi une perte de valeur et sur le montant de la perte de valeur en question.

## NOUVELLES NORMES COMPTABLES ADOPTÉES AU COURS DU PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2015

### IFRIC 21 – DROITS OU TAXES

En mai 2013, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui est une interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. La société a appliqué cette norme de manière retrospective au premier trimestre de l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

## NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 3 mai 2014, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

### IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers.

En novembre 2013, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers (2013)*, qui présente un nouveau modèle de comptabilité de couverture, ainsi que les informations correspondantes à fournir se rapportant aux activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de couverture constitue un changement significatif des exigences en matière de comptabilité de couverture. Il augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et permet aux entités de mieux dépeindre leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'IASB a provisoirement décidé d'exiger des entités qu'elles appliquent l'IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, mais l'adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

## CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 1<sup>er</sup> février 2014 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109 de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 1<sup>er</sup> février 2014 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du trimestre clos le 3 mai 2014, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

## PERSPECTIVES

L'environnement dans le secteur du détail demeure difficile en raison du niveau toujours élevé de la dette des consommateurs et de l'accroissement de la pression concurrentielle sur les détaillants. Le secteur de la vente au détail au Canada est en pleine mutation en raison de l'intensification de la concurrence causée par l'entrée sur le marché canadien de concurrents de grande et moyenne tailles exerçant leurs activités à l'échelle internationale, concurrence qui est stimulée par la vigueur relative de l'économie canadienne et la facilité d'accès. La société a investi des sommes importantes dans ses magasins et les systèmes de son siège social, tout en réduisant les dépenses d'investissement et en prenant des mesures de réduction des coûts et d'amélioration des processus pour rehausser ses résultats. Parallèlement, la société mettra à profit ses technologies grâce à des systèmes et processus améliorés dans le cadre du projet SCORE tout en poursuivant la mise en place de mesures d'amélioration des processus.

Le bureau de Hong Kong, comptant plus de 120 membres du personnel à temps plein, se spécialise dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.

La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent, à tous les égards, notamment en ce qui concerne le merchandising, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions. La société croit à la force de son personnel et s'est engagée à continuer d'investir dans la formation à tous les niveaux.

# COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

|  | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|--|------------------------------|------------|
|  | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013 |
| Ventes   | 206 478 \$                   | 216 861 \$ |
| Coût des biens vendus (note 6)                 | 83 733                       | 76 687     |
| Marge brute                                    | 122 745                      | 140 174    |
| Frais de vente et de distribution              | 125 530                      | 131 971    |
| Charges administratives                        | 10 869                       | 12 276     |
| Résultat des activités d'exploitation          | (13 654)                     | (4 073)    |
| Produits financiers (note 12)                  | 3 985                        | 2 361      |
| Charges financières (note 12)                  | 7 171                        | 1 783      |
| Perte avant impôt sur le résultat              | (16 840)                     | (3 495)    |
| Recouvrement d'impôt sur le résultat (note 11) | 3 425                        | 909        |
| Perte nette                                    | (13 415) \$                  | (2 586) \$ |
| Perte par action (note 13)                     |                              |            |
| De base  | (0,21) \$                    | (0,04) \$  |
| Diluée   | (0,21)                       | (0,04)     |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

|  | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|--|------------------------------|------------|
|  | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013 |
| Perte nette  | (13 415) \$                  | (2 586) \$ |
| Autres éléments du résultat global   |                              |            |
| Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le bénéfice net   |                              |            |
| Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 1 \$; 8 \$ en 2013) (note 12) | 9                            | 42         |
| Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 312 \$; 101 \$ en 2013)                            | 2 041                        | 663        |
| Écarts de conversion   | (173)                        | –          |
| Total des autres éléments du résultat global   | 1 877                        | 705        |
| Résultat global total  | (11 538) \$                  | (1 881) \$ |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

|   | 3 MAI 2014 | 4 MAI 2013 | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |
|---|------------|------------|------------------------------|
| <b>ACTIFS</b>   |            |            |                              |
| <b>ACTIFS COURANTS</b>                                |            |            |                              |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)      | 67 848 \$  | 66 729 \$  | 122 355 \$                   |
| Titres négociables                                    | 54 996     | 72 499     | 55 062                       |
| Clients et autres débiteurs                           | 7 131      | 5 194      | 6 422                        |
| Actif financier dérivé (note 5)                       | 4 627      | 903        | 11 775                       |
| Impôt sur le résultat recouvrable                     | 9 069      | 10 174     | 5 656                        |
| Stocks (note 6)                                       | 120 742    | 112 253    | 109 601                      |
| Charges payées d'avance                               | 25 762     | 25 791     | 12 512                       |
| Total des actifs courants                             | 290 175    | 293 543    | 323 383                      |
| <b>ACTIFS NON COURANTS</b>                            |            |            |                              |
| Immobilisations corporelles                           | 170 445    | 200 953    | 178 341                      |
| Immobilisations incorporelles                         | 17 440     | 18 892     | 17 211                       |
| Goodwill  | 42 426     | 42 426     | 42 426                       |
| Impôt sur le résultat différé                         | 30 471     | 27 439     | 28 578                       |
| Total des actifs non courants                         | 260 782    | 289 710    | 266 556                      |
| Total des actifs                                      | 550 957 \$ | 583 253 \$ | 589 939 \$                   |
| <b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>                    |            |            |                              |
| <b>PASSIFS COURANTS</b>                               |            |            |                              |
| Fournisseurs et autres créditeurs (note 7)            | 72 590 \$  | 75 158 \$  | 90 734 \$                    |
| Passif financier dérivé (note 5)                      | 2 946      | 2 220      | 3 065                        |
| Produits différés (note 8)                            | 15 527     | 11 126     | 19 998                       |
| Partie courante de la dette à long terme              | 1 698      | 1 595      | 1 672                        |
| Total des passifs courants                            | 92 761     | 90 099     | 115 469                      |
| <b>PASSIFS NON COURANTS</b>                           |            |            |                              |
| Autres créditeurs (note 7)                            | 11 323     | 11 415     | 11 842                       |
| Crédits différés au titre des contrats de location    | 14 774     | 16 797     | 15 607                       |
| Dette à long terme                                    | 4 898      | 6 596      | 5 331                        |
| Passif au titre des retraites                         | 18 464     | 17 977     | 18 259                       |
| Total des passifs non courants                        | 49 459     | 52 785     | 51 039                       |
| <b>CAPITAUX PROPRES</b>                               |            |            |                              |
| Capital social (note 9)                               | 39 227     | 39 227     | 39 227                       |
| Surplus d'apport                                      | 7 261      | 6 795      | 7 188                        |
| Résultats non distribués                              | 353 016    | 384 977    | 369 660                      |
| Cumul des autres éléments du résultat global (note 9) | 9 233      | 9 370      | 7 356                        |
| Total des capitaux propres                            | 408 737    | 440 369    | 423 431                      |
| Total des passifs et des capitaux propres             | 550 957 \$ | 583 253 \$ | 589 939 \$                   |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

16

|   | NOTE | CAPITAL SOCIAL | SURPLUS D'APPORT | RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS | CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES |
|---|------|----------------|------------------|--------------------------|--|----------------------------|
| Solde au 2 février 2014   |      | 39 227 \$      | 7 188 \$         | 369 660 \$               | 7 356 \$                                     | 423 431 \$                 |
| Résultat global total pour la période   |      |                |                  |                          |  |                            |
| Perte nette   |      |                |                  | (13 415)                 |  | (13 415)                   |
| Total des autres éléments du résultat global  |      |                |                  |                          | 1 877  | 1 877                      |
| Résultat global total pour la période   |      | -              | -                | (13 415)                 | 1 877  | (11 538)                   |
| Apports des propriétaires de la société (distributions versées à ceux-ci)           |      |                |                  |                          |  |                            |
| Charge de rémunération fondée sur des actions                                       | 10   |                | 73               |                          |  | 73                         |
| Dividendes  | 9    |                |                  | (3 229)                  |  | (3 229)                    |
| Total des apports des propriétaires de la société (distributions versées à ceux-ci) |      | -              | 73               | (3 229)                  | -  | (3 156)                    |
| Solde au 3 mai 2014   |      | 39 227 \$      | 7 261 \$         | 353 016 \$               | 9 233 \$                                     | 408 737 \$                 |
| Solde au 3 février 2013   |      | 39 227 \$      | 6 521 \$         | 400 480 \$               | 8 665 \$                                     | 454 893 \$                 |
| Résultat global total pour la période   |      |                |                  |                          |  |                            |
| Perte nette   |      |                |                  | (2 586)                  |  | (2 586)                    |
| Total des autres éléments du résultat global  |      |                |                  |                          | 705  | 705                        |
| Résultat global total pour la période   |      | -              | -                | (2 586)                  | 705  | (1 881)                    |
| Apports des propriétaires de la société (distributions versées à ceux-ci)           |      |                |                  |                          |  |                            |
| Charge de rémunération fondée sur des actions                                       | 10   |                | 274              |                          |  | 274                        |
| Dividendes  | 9    |                |                  | (12 917)                 |  | (12 917)                   |
| Total des apports des propriétaires de la société (distributions versées à ceux-ci) |      | -              | 274              | (12 917)                 | -  | (12 643)                   |
| Solde au 4 mai 2013   |      | 39 227 \$      | 6 795 \$         | 384 977 \$               | 9 370 \$                                     | 440 369 \$                 |

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)  
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

|  | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |                  |
|--|------------------------------|------------------|
|  | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013       |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>                                |                              |                  |
| Perte nette  | (13 415) \$                  | (2 586) \$       |
| Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :   |                              |                  |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur nettes | 13 467                       | 14 996           |
| Charge de rémunération fondée sur des actions  | 73                           | 274              |
| Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location                       | (1 029)                      | (1 176)          |
| Crédits différés au titre des contrats de location   | 196                          | 1 168            |
| Cotisations à un régime de retraite  | (287)                        | (32)             |
| Charge de retraite   | 492                          | 450              |
| Perte réalisée à la vente de titres négociables  | 24                           | –                |
| Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente                           | 10                           | 50               |
| Variation nette de la juste valeur des dérivés   | 7 029                        | 1 599            |
| (Profit) perte de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie                | (680)                        | 41               |
| Produits d'intérêts et de dividendes, montant net  | (698)                        | (868)            |
| Intérêts payés   | (108)                        | (134)            |
| Intérêts reçus   | 198                          | 138              |
| Dividendes reçus   | 810                          | 867              |
| Recouvrement d'impôt sur le résultat   | (3 425)                      | (909)            |
|  | <b>2 657</b>                 | <b>13 878</b>    |
| Variations dans ce qui suit :  |                              |                  |
| Clients et autres débiteurs  | (916)                        | (1 598)          |
| Stocks   | (11 141)                     | (18 936)         |
| Charges payées d'avance  | (13 250)                     | 153              |
| Fournisseurs et autres créditeurs  | (18 128)                     | 5 987            |
| Produits différés  | (4 471)                      | (5 171)          |
| Sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation                                   | (45 249)                     | (5 687)          |
| Impôts sur le résultat reçus   | –                            | 647              |
| Impôts sur le résultat payés   | (2 195)                      | (2 306)          |
| Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation                            | <b>(47 444)</b>              | <b>(7 346)</b>   |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>                              |                              |                  |
| Achats de titres négociables   | (105)                        | (105)            |
| Produit tiré de la vente de titres négociables   | 2 500                        | –                |
| Produit tiré de la vente de marques de commerce  | 29                           | –                |
| Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles                                     | (6 335)                      | (10 106)         |
| Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement                                 | <b>(3 911)</b>               | <b>(10 211)</b>  |
| <b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>                                |                              |                  |
| Dividendes payés   | (3 229)                      | (12 917)         |
| Remboursements sur la dette à long terme   | (407)                        | (382)            |
| Sorties de trésorerie liées aux activités de financement                                   | <b>(3 636)</b>               | <b>(13 299)</b>  |
| <b>PROFIT (PERTE) DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE ÉTRANGÈRE</b>              | <b>484</b>                   | <b>(41)</b>      |
| <b>DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>                  | <b>(54 507)</b>              | <b>(30 897)</b>  |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE</b>                 | <b>122 355</b>               | <b>97 626</b>    |
| <b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>                  | <b>67 848 \$</b>             | <b>66 729 \$</b> |

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

17

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)

## 1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 3300, Highway #7 West, suite 702, Vaughan (Ontario) L4K 4M3. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

## 2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

### A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers consolidés annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers consolidés annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014, et des notes y afférentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 10 juin 2014.

### B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- passif au titre des retraites comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué du total de la juste valeur des actifs du régime;
- instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur.

### C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats d'exploitation de l'exercice complet ou d'une autre période future.

### D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société, ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude étaient les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.

## 3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après :

### A) ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

#### IFRIC 21 – Droits ou taxes

En mai 2013, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 21, *Droits ou taxes*, qui est une interprétation de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'IFRIC 21 précise que le fait générateur d'obligation qui donne lieu à un passif visant à payer un droit ou une taxe constitue l'activité décrite dans les lois applicables entraînant le paiement du droit ou de la taxe. La société a appliqué cette norme de manière rétrospective au premier trimestre de l'exercice qui sera clos le 31 janvier 2015. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société.

### B) NOUVELLES NORMES COMPTABLES ET INTERPRÉTATIONS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de nouvelles normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 3 mai 2014, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. Les nouvelles normes et les normes et interprétations modifiées suivantes sont actuellement à l'étude :

#### IFRS 9 – Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »). Le projet de remplacement de l'IAS 39 comporte trois étapes et vise à améliorer et à simplifier la présentation des instruments financiers. La publication de l'IFRS 9 est la première étape du projet et fournit des dispositions quant à la classification et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Cette étape a été lancée en réponse à la crise qui sévit sur les marchés financiers.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

En novembre 2013, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers (2013)*, qui présente un nouveau modèle de comptabilité de couverture, ainsi que les informations correspondantes à fournir se rapportant aux activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de couverture constitue un changement significatif des exigences en matière de comptabilité de couverture. Il augmente le nombre d'éléments couverts admissibles à la comptabilité de couverture et permet aux entités de mieux dépeindre leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers.

L'IASB a provisoirement décidé d'exiger des entités qu'elles appliquent l'IFRS 9 pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, mais l'adoption anticipée est autorisée. La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

## 4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

|   | 3 MAI 2014       | 4 MAI 2013       | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |
|---|------------------|------------------|------------------------------|
| Fonds en caisse et fonds bancaires  | 16 694 \$        | 13 066 \$        | 19 224 \$                    |
| Dépôts à court terme portant intérêt à 0,9 % (0,6 % au 4 mai 2013; 0,9 % au 1 <sup>er</sup> février 2014) | 51 154           | 53 663           | 103 131                      |
|   | <b>67 848 \$</b> | <b>66 729 \$</b> | <b>122 355 \$</b>            |

## 5 INSTRUMENTS FINANCIERS

### CLASSEMENT COMPTABLE ET JUSTES VALEURS

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs des actifs financiers et des passifs financiers, y compris leur niveau dans la hiérarchie de la juste valeur. Il ne comporte pas d'information sur la juste valeur pour les actifs financiers et les passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si la valeur comptable constitue une estimation raisonnable de la juste valeur. La société a déterminé que la juste valeur de ses actifs et passifs financiers courants (autres que ceux énumérés ci-dessous) se rapproche de leur valeur comptable respective aux dates de clôture en raison de l'échéance à court terme de ces instruments financiers.

|   | 3 MAI 2014                                      |                           |                                 |              |           |            |            |
|---|---|---------------------------|---------------------------------|--------------|-----------|------------|------------|
|   | VALEUR COMPTABLE                                |                           |                                 | JUSTE VALEUR |           |            |            |
|   | JUSTE VALEUR<br>PAR LE BIAIS DU<br>RÉSULTAT NET | DISPONIBLES<br>À LA VENTE | AUTRES<br>PASSIFS<br>FINANCIERS | TOTAL        | NIVEAU 1  | NIVEAU 2   | TOTAL      |
| <b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>      |   |                           |                                 |              |           |            |            |
| Actif financier dérivé                                  | 4 627 \$  | – \$                      | – \$                            | 4 627 \$     | – \$      | 4 627 \$   | 4 627 \$   |
| Titres négociables                                      | – \$  | 54 996 \$                 | – \$                            | 54 996 \$    | 54 996 \$ | – \$       | 54 996 \$  |
| <b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>     |   |                           |                                 |              |           |            |            |
| Passif financier dérivé                                 | (2 946) \$                                      | – \$                      | – \$                            | (2 946) \$   | – \$      | (2 946) \$ | (2 946) \$ |
| <b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b> |   |                           |                                 |              |           |            |            |
| Dettes à long terme                                     | – \$  | – \$                      | (6 596) \$                      | (6 596) \$   | – \$      | (7 002) \$ | (7 002) \$ |

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

4 MAI 2013

| JUSTE VALEUR<br>PAR LE BIAIS DU<br>RÉSULTAT NET | VALEUR COMPTABLE          |                                 |       | JUSTE VALEUR |          |       |
|---|---------------------------|---------------------------------|-------|--------------|----------|-------|
|   | DISPONIBLES<br>À LA VENTE | AUTRES<br>PASSIFS<br>FINANCIERS | TOTAL | NIVEAU 1     | NIVEAU 2 | TOTAL |

**Actifs financiers évalués à la juste valeur**

|                        |        |           |      |           |           |        |           |
|------------------------|--------|-----------|------|-----------|-----------|--------|-----------|
| Actif financier dérivé | 903 \$ | – \$      | – \$ | 903 \$    | – \$      | 903 \$ | 903 \$    |
| Titres négociables     | – \$   | 72 499 \$ | – \$ | 72 499 \$ | 72 499 \$ | – \$   | 72 499 \$ |

**Passifs financiers évalués à la juste valeur**

|                         |            |      |      |            |      |            |            |
|-------------------------|------------|------|------|------------|------|------------|------------|
| Passif financier dérivé | (2 220) \$ | – \$ | – \$ | (2 220) \$ | – \$ | (2 220) \$ | (2 220) \$ |
|-------------------------|------------|------|------|------------|------|------------|------------|

**Passifs financiers non évalués à la juste valeur**

|                    |      |      |            |            |      |            |            |
|--------------------|------|------|------------|------------|------|------------|------------|
| Dette à long terme | – \$ | – \$ | (8 191) \$ | (8 191) \$ | – \$ | (8 768) \$ | (8 768) \$ |
|--------------------|------|------|------------|------------|------|------------|------------|

1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2014

| JUSTE VALEUR<br>PAR LE BIAIS DU<br>RÉSULTAT NET | VALEUR COMPTABLE          |                                 |       | JUSTE VALEUR |          |       |
|---|---------------------------|---------------------------------|-------|--------------|----------|-------|
|   | DISPONIBLES<br>À LA VENTE | AUTRES<br>PASSIFS<br>FINANCIERS | TOTAL | NIVEAU 1     | NIVEAU 2 | TOTAL |

**Actifs financiers évalués à la juste valeur**

|                        |           |           |      |           |           |           |           |
|------------------------|-----------|-----------|------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Actif financier dérivé | 11 775 \$ | – \$      | – \$ | 11 775 \$ | – \$      | 11 775 \$ | 11 775 \$ |
| Titres négociables     | – \$      | 55 062 \$ | – \$ | 55 062 \$ | 55 062 \$ | – \$      | 55 062 \$ |

**Passifs financiers évalués à la juste valeur**

|                         |            |      |      |            |      |            |            |
|-------------------------|------------|------|------|------------|------|------------|------------|
| Passif financier dérivé | (3 065) \$ | – \$ | – \$ | (3 065) \$ | – \$ | (3 065) \$ | (3 065) \$ |
|-------------------------|------------|------|------|------------|------|------------|------------|

**Passifs financiers non évalués à la juste valeur**

|                    |      |      |            |            |      |            |            |
|--------------------|------|------|------------|------------|------|------------|------------|
| Dette à long terme | – \$ | – \$ | (7 003) \$ | (7 003) \$ | – \$ | (7 462) \$ | (7 462) \$ |
|--------------------|------|------|------------|------------|------|------------|------------|

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours des périodes closes le 3 mai 2014, le 4 mai 2013 et le 1<sup>er</sup> février 2014.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options se prolongent sur une période de douze mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit :

|                          | 3 MAI 2014                  |                                  |                              |                               |                |
|--------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
|                          | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
| Options d'achat acquises | 1,09 \$                     | 166 000 \$                       | 4 627 \$                     | – \$                          | 4 627 \$       |
| Options de vente vendues | 1,09 \$                     | 282 000 \$                       | –                            | (2 946)                       | (2 946)        |
|                          |                             |                                  | 4 627 \$                     | (2 946) \$                    | 1 681 \$       |

|                          | 4 MAI 2013                  |                                  |                              |                               |                |
|--------------------------|-----------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
|                          | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
| Options d'achat acquises | 1,01 \$                     | 72 000 \$                        | 903 \$                       | – \$                          | 903 \$         |
| Options de vente vendues | 1,01 \$                     | 144 000 \$                       | –                            | (2 220)                       | (2 220)        |
|                          |                             |                                  | 903 \$                       | (2 220) \$                    | (1 317) \$     |

|                          | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |                                  |                              |                               |                |
|--------------------------|------------------------------|----------------------------------|------------------------------|-------------------------------|----------------|
|                          | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN  | MONTANT<br>NOTIONNEL<br>EN \$ US | ACTIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | PASSIF<br>FINANCIER<br>DÉRIVÉ | MONTANT<br>NET |
| Options d'achat acquises | 1,07 \$                      | 212 000 \$                       | 11 775 \$                    | – \$                          | 11 775 \$      |
| Options de vente vendues | 1,07 \$                      | 364 000 \$                       | –                            | (3 065)                       | (3 065)        |
|                          |                              |                                  | 11 775 \$                    | (3 065) \$                    | 8 710 \$       |

## 6 STOCKS

Au cours du trimestre clos le 3 mai 2014, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 81 272 \$ (75 073 \$ au 4 mai 2013). Par ailleurs, une tranche de 2 461 \$ (1 614 \$ au 4 mai 2013) au titre de la dépréciation des stocks a été comptabilisée dans le coût des biens vendus du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise. Les stocks tiennent compte d'un montant de 20 053 \$ (14 534 \$ au 4 mai 2013; 30 524 \$ au 1<sup>er</sup> février 2014), qui représente la marchandise en cours de transport.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## 7 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

|  | 3 MAI 2014       | 4 MAI 2013 | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |
|--|------------------|------------|------------------------------|
| Dettes fournisseurs                                    | 40 400 \$        | 41 813 \$  | 49 593 \$                    |
| Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées | 55               | 55         | 55                           |
| Autres créditeurs non commerciaux                      | 8 138            | 9 749      | 10 878                       |
| Créditeurs au titre des avantages du personnel         | 19 176           | 19 939     | 25 566                       |
| Créditeurs relatifs aux locaux                         | 14 874           | 13 432     | 15 777                       |
| Provision pour retours sur ventes                      | 1 270            | 1 585      | 707                          |
|  | <b>83 913</b>    | 86 573     | 102 576                      |
| Moins la partie non courante                           | 11 323           | 11 415     | 11 842                       |
|  | <b>72 590 \$</b> | 75 158 \$  | 90 734 \$                    |

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés et des autres créditeurs qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

## 8 PRODUITS DIFFÉRÉS

|   | 3 MAI 2014       | 4 MAI 2013 | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |
|---|------------------|------------|------------------------------|
| Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation | 6 795 \$         | 4 444 \$   | 7 198 \$                     |
| Cartes-cadeaux non utilisées  | 8 732            | 6 682      | 12 800                       |
|   | <b>15 527 \$</b> | 11 126 \$  | 19 998 \$                    |

## 9 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit :

|   | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES          |                     |                                       |                     |
|---|---------------------------------------|---------------------|---------------------------------------|---------------------|
|   | 3 MAI 2014                            |                     | 4 MAI 2013                            |                     |
|   | NOMBRE<br>D' ACTIONS<br>(EN MILLIERS) | VALEUR<br>COMPTABLE | NOMBRE<br>D' ACTIONS<br>(EN MILLIERS) | VALEUR<br>COMPTABLE |
| <b>Actions ordinaires</b>                         |                                       |                     |                                       |                     |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de la période | 13 440                                | 482 \$              | 13 440                                | 482 \$              |
| <b>Actions de catégorie A sans droit de vote</b>  |                                       |                     |                                       |                     |
| Solde à l'ouverture et à la clôture de la période | 51 146                                | 38 745              | 51 146                                | 38 745              |
| Total du capital social                           | <b>64 586</b>                         | <b>39 227 \$</b>    | 64 586                                | 39 227 \$           |

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

## ÉMISSION D'ACTIONNÉS DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours du trimestre clos le 3 mai 2014, aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (néant au 4 mai 2013).

## ACHAT D'ACTIONNÉS AUX FINS D'ANNULATION

La société n'a acheté aucune action aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en décembre 2013 pour le trimestre clos le 3 mai 2014. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers annuels consolidés audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.

## CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit :

|  | 3 MAI 2014      | 4 MAI 2013      | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |
|--|-----------------|-----------------|------------------------------|
| Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, après impôt | 9 377 \$        | 9 370 \$        | 7 327 \$                     |
| Écarts de conversion   | (144)           | –               | 29                           |
|  | <b>9 233 \$</b> | <b>9 370 \$</b> | <b>7 356 \$</b>              |

## DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants :

|   | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|---|------------------------------|------------|
|   | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013 |
| Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote | 3 229 \$                     | 12 917 \$  |
| Dividendes par action   | 0,05 \$                      | 0,20 \$    |

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## 10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

### A) DESCRIPTION DES ACCORDS DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10% de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

### B) INFORMATIONS SUR LE PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS RÉGLÉES EN CAPITAUX PROPRES

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit :

|   | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |  |                          |  |
|---|------------------------------|--|--------------------------|--|
|   | 3 MAI 2014                   |  | 4 MAI 2013               |  |
|   | OPTIONS<br>(EN MILLIERS)     | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN<br>PONDÉRÉ | OPTIONS<br>(EN MILLIERS) | PRIX<br>D'EXERCICE<br>MOYEN<br>PONDÉRÉ |
| En circulation à l'ouverture de la période    | 2 090                        | 14,43 \$                               | 2 420                    | 14,53 \$                               |
| Attribution                                   | –                            | –                                      | –                        | –                                      |
| Exercice                                      | –                            | –                                      | –                        | –                                      |
| Renonciation                                  | (126)                        | 14,50                                  | (50)                     | 15,00                                  |
| Expiration                                    | –                            | –                                      | –                        | –                                      |
| En circulation à la clôture de la période     | 1 964                        | 14,42 \$                               | 2 370                    | 14,52 \$                               |
| Options exerçables à la clôture de la période | 1 154                        | 14,53 \$                               | 964                      | 14,78 \$                               |

Aucune option sur actions n'a été exercée au cours des trimestres clos le 3 mai 2014 et le 4 mai 2013.

### C) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Pour le trimestre clos le 3 mai 2014, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 73 \$ relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (274 \$ pour le trimestre clos le 4 mai 2013) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

## 11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

### RECouvreMENT D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le recouvrement d'impôt sur le résultat de la société se compose des éléments suivants :

#### (Recouvrement) charge d'impôt exigible

Période courante  
Ajustement au titre de l'impôt des périodes antérieures  
(Recouvrement) charge d'impôt exigible

Recouvrement d'impôt différé  
Recouvrement total d'impôt sur le résultat  
Taux d'impôt sur le résultat effectif

|  | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|--|------------------------------|------------|
|  | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013 |
|  | (1 192) \$                   | 191 \$     |
|  | (26)                         | 3          |
|  | (1 218)                      | 194        |
|  | (2 207)                      | (1 103)    |
|  | (3 425) \$                   | (909) \$   |
|  | 20,3 %                       | 26,0 %     |

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## 12 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

### COMPTABILISÉ DANS LE RÉSULTAT NET

|   | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|---|------------------------------|------------|
|   | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013 |
| Produits de dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente                | 667 \$                       | 868 \$     |
| Produits d'intérêts liés aux prêts et créances  | 163                          | 134        |
| Profit de change  | 3 155                        | 1 359      |
| Produits financiers   | 3 985                        | 2 361      |
| Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire   | 108                          | 134        |
| Variation nette de la juste valeur des dérivés  | 7 029                        | 1 599      |
| Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente                        | 10                           | 50         |
| Perte réalisée à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente                   | 24                           | –          |
| Charges financières   | 7 171                        | 1 783      |
| (Pertes financières nettes) produits financiers nets comptabilisés dans le bénéfice net | (3 186) \$                   | 578 \$     |

## 13 BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur une perte nette de 13 415 \$ pour le trimestre clos le 3 mai 2014 (perte nette de 2 586 \$ pour le trimestre clos le 4 mai 2013).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

|   | POUR LES TRIMESTRES CLOS LES |            |
|---|------------------------------|------------|
|   | 3 MAI 2014                   | 4 MAI 2013 |
| Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action | 64 586                       | 64 586     |
| Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action   | 64 586                       | 64 586     |

Au 3 mai 2014, un total de 1 963 750 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action (2 370 000 au 4 mai 2013), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant l'exercice.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

# NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

## 14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

|  | 3 MAI 2014 | 4 MAI 2013 | 1 <sup>ER</sup> FÉVRIER 2014 |
|--|------------|------------|------------------------------|
| Opérations sans effet sur la trésorerie :  |            |            |                              |
| Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles<br>inclues dans les fournisseurs et autres créditeurs | 1 057 \$   | 1 707 \$   | 1 592 \$                     |

## 15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du trimestre clos le 3 mai 2014 par rapport aux risques présentés dans les états financiers consolidés annuels audités de la société pour l'exercice clos le 1<sup>er</sup> février 2014.



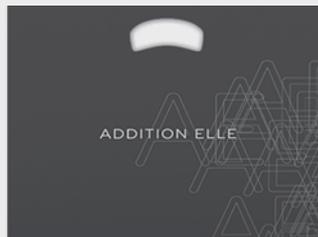
345

**REITMANS**

marie superbement coupes et styles uniques avec qualité et valeur supérieures. D'un océan à l'autre avec ses 345 magasins d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans est la destination par excellence des femmes désirant revampier leur garde-robe avec des vêtements dernier cri et à bon prix. Forte d'une réputation solide quant à la qualité de son service et d'une clientèle fidèle et diversifiée, Reitmans veut poursuivre ses efforts en vue d'enrichir l'expérience client en s'assurant de répondre aux besoins des femmes, peu importe quand elles choisissent de magasiner. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au [reitmans.com](http://reitmans.com).

146 **PENNINGTONS**

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à tout coup une expérience unique et inspirante de magasinage, où vêtements seyants et de qualité riment avec valeur inégalée. Penningtons, c'est l'« art de la mode accessible »! Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite 146 magasins au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi que le site [penningtons.com](http://penningtons.com), où il est possible de magasiner en tout temps. De la tête aux pieds, nos clientes trouveront les vêtements et les articles les mieux adaptés à leur silhouette, qu'il s'agisse de lingerie, de vêtements de tous les jours, de denim mode, de tenues de travail ou de détente, de chaussures et de vêtements de sport.



102

**ADDITION ELLE**

est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodocratie », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Des vêtements de détente aux robes à couper le souffle, en passant par les vêtements contemporains pour la femme de carrière, les dessous séducteurs, les accessoires, les chaussures, les vêtements de sport haute performance et la plus vaste sélection de denim de marque, la cliente est sûre de trouver tout ce qu'il lui faut. La marque Addition Elle pour les femmes de taille forte comprend une gamme incroyable d'articles pour tous les goûts axés sur la mode, la qualité et la coupe. Addition Elle exploite 102 magasins d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse [additionelle.com](http://additionelle.com).



77

**RW & CO.**

est une marque au style inspirant qui s'adresse aux hommes et aux femmes à la mentalité urbaine. Que ce soit pour le travail ou pour le week-end, RW & CO. propose des vêtements mode inspirés des dernières tendances et qui combinent style et qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite 77 magasins d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des zones de premier choix dans les principaux centres commerciaux partout au Canada, ainsi qu'un site de commerce électronique : [rw-co.com](http://rw-co.com).



68

**THYME MATERNITÉ**

chef de file canadien de la mode pour futures mamans, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite 68 magasins d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale, ainsi que 23 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us au Canada. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Thyme Maternité en ligne, au [thymematernity.com](http://thymematernity.com).



124

Comptant 124 magasins d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés,

**SMART SET**

est la destination mode où il n'aura jamais été aussi inspirant pour les jeunes femmes d'être ensemble. Vêtements de carrière, denim, articles essentiels et accessoires – Smart Set est une destination mode pour femmes vous offrant des styles tendance novateurs à agencer. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Smart Set en ligne, au [smartset.ca](http://smartset.ca).

# MAGASINS À TRAVERS LE CANADA

| REITMANS   | PENNINGTONS | ADDITION ELLE | RW & CO.  | THYME     | SMART SET  | TOTAL DE MAGASINS |
|------------|-------------|---------------|-----------|-----------|------------|-------------------|
| 14         | 3           | 2             | 1         | –         | 3          | 23                |
| 3          | 1           | –             | –         | –         | 3          | 7                 |
| 19         | 6           | 2             | 2         | 1         | 3          | 33                |
| 13         | 5           | 3             | 3         | 1         | 4          | 29                |
| 82         | 28          | 28            | 18        | 21        | 40         | 217               |
| 111        | 52          | 38            | 29        | 25        | 40         | 295               |
| 12         | 5           | 3             | 2         | 2         | 4          | 28                |
| 11         | 6           | 3             | 2         | 2         | 3          | 27                |
| 41         | 21          | 16            | 10        | 10        | 14         | 112               |
| 37         | 19          | 7             | 10        | 6         | 10         | 89                |
| 1          | –           | –             | –         | –         | –          | 1                 |
| 1          | –           | –             | –         | –         | –          | 1                 |
| <b>345</b> | <b>146</b>  | <b>102</b>    | <b>77</b> | <b>68</b> | <b>124</b> | <b>862</b>        |



TERRE-NEUVE  
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD  
NOUVELLE-ÉCOSSE  
NOUVEAU-BRUNSWICK  
QUÉBEC  
ONTARIO  
MANITOBA  
SASKATCHEWAN  
ALBERTA  
COLOMBIE-BRITANNIQUE  
TERRITOIRES DU NORD-OUEST  
YUKON

## RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

### REITMANS (CANADA) LIMITÉE

#### BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest  
Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : 514-384-1140

Télécopieur : 514-385-2669

Courrier électronique : info@reitmans.com

Site Web de la société : reitmans.ca

#### ADRESSE ENREGISTRÉE

3300 Highway #7 West, Suite 702  
Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : 905-761-2830

Télécopieur : 905-761-8922

#### AGENT DES TRANSFERTS ET

AGENT COMPTABLE DES REGISTRES  
Services aux investisseurs Computershare Inc.  
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

#### SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires RET

Actions de catégorie A

sans droit de vote RET.A



REITMANS PENNINGTONS ADDITION ELLE RW & CO. THYME SMART SET